



LE Grand Continent



ANALYSES

DOCTRINES

ÉVÉNEMENTS

L'ÉDITION EN LIBRAIRIE

À PROPOS

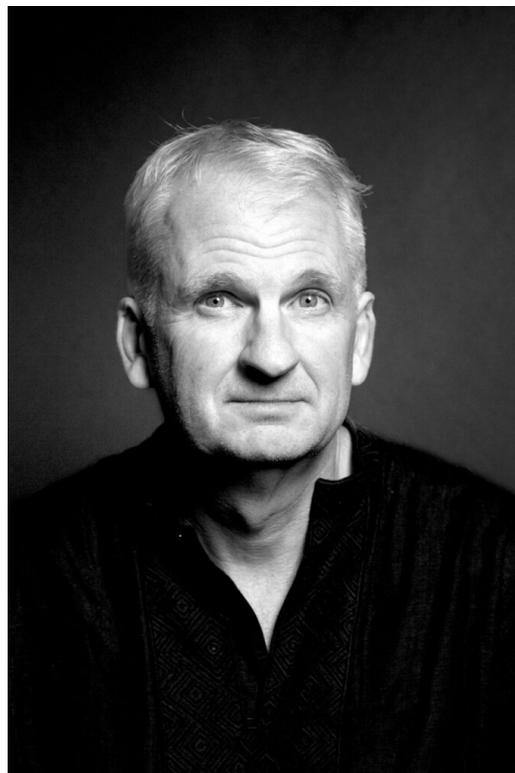
ON S'ABONNER

[Français](#) [Español](#)

Entretiens ·

Politique

« Je suis
frappé
par les
similitudes
entre
les
milliardaires
de la
Silicon



Valley
et les
bolche
viks les
plus
radicali
sés »,
une
conver
sation
avec
Timot
hy
Snyder

« Le moment
actuel rappelle
l'Union soviétique
sous Brejnev. On
nous promettait
une grande
révolution
technologique : à
la fin, les gens se
retrouvaient
isolés dans de
petits
appartements
mornes. »

De passage à Paris pour la sortie en français de son nouveau livre *De la liberté*, Timothy Snyder revient sur la nouvelle ère qui s'ouvre aux États-Unis et livre des clés pour résister à la dystopie que voudraient nous imposer Trump et Musk.

AUTEUR **Baptiste
Roger-
Lacan**

IMAGE ©
Francesca
Mantovani
/Éditions
Gallimard

DATE **15 février
2025**

AJOUTER TÉLÉCHARGER
LE PDF

PARTAGER  


***De la Liberté* mobilise principalement des penseurs européens — ce qui peut sembler paradoxal, étant donné que les États-Unis se considèrent depuis longtemps comme la « terre de la liberté ». Pensez-vous que ces perspectives européennes puissent encore enrichir les débats américains sur cette question et, plus encore, qu'elles puissent**

toujours être entendues aux États-Unis ?

TIMOTHY SNYDER — La
dernière question est la
plus simple :
manifestement oui —



Et

AJOUTER

TÉLÉCHARGER LE
PDF

➔ PARTAGER

soit donc pas inaudibles.

Cela étant dit, vous avez raison de souligner que la culture européenne, en tant que telle, est de moins en moins significative dans le contexte américain. Le fait qu'une idée soit d'origine européenne ne lui confère plus de prestige particulier aux États-Unis. Si je mobilise des penseurs européens dans cet ouvrage, ce n'est donc en aucun cas pour leur notoriété. Bien au contraire, j'ai choisi des auteurs qui ne sont ni particulièrement prestigieux ni très connus.

Ce qui m'intéresse avant tout, c'est d'introduire une conception différente de la liberté. Et, pour cela, il est

utile de dérouter le lecteur,
de le surprendre, de
l'amener à explorer des
voies inattendues. Il est
également précieux de
partir de notions
fondamentales comme
l'empathie ou la corporéité
– des terrains où les
penseurs européens sont,
en général, plus à l'aise que
leurs homologues
américains. Dans la
tradition américaine de la
liberté, nous avons
tendance à tout abstraire, y
compris l'existence
individuelle, y compris le
corps, dans une quête de
clarté et de pureté
conceptuelle. À l'inverse,
les penseurs que je
mobilise, tels qu'Edith Stein
ou Simone Weil, restent
ancrés dans l'expérience du
corps. Cette approche m'a
été extrêmement précieuse.

**Le fait qu'une idée soit
d'origine européenne ne lui
confère plus de prestige**

Comment expliquez-vous ce déclin relatif du prestige de la culture européenne aux États-Unis ?

Les causes sont d'abord démographiques. Les États-Unis sont de moins en moins composés de populations d'origine européenne. Et même pour celles qui le sont, ces populations vivent aux États-Unis depuis un nombre croissant de générations : leurs liens concrets avec l'Europe sont donc, dans la plupart des cas, assez fragiles, voire ténus.

Un autre facteur déterminant est la fin de la Guerre froide. Pendant cette période, les États-Unis se sont engagés de manière réfléchie avec l'Europe. Il s'agissait d'un véritable

affrontement d'idées,
auquel participaient
activement des Européens.
Et ces derniers jouaient
même souvent un rôle de
premier plan dans ces
discussions. À cette
époque, connaître le
français, l'allemand ou le
russe était donc essentiel
pour prendre part au
conflit.

Or cette période s'est
terminée il y a 35 ans.
Depuis, les États-Unis se
sont lancés dans un projet
global beaucoup plus
confus qui, selon leur
propre perception, ne
nécessite aucun
engagement profond avec
une culture particulière.
Par exemple, ils peuvent
considérer la Chine comme
un rival, mais cela ne les
pousse pas pour autant à
apprendre le mandarin. De
même, ils peuvent
considérer le Moyen-Orient
comme une région
importante, sans que cela
n'encourage l'apprentissage
de l'arabe. Tout cela a

conduit à une forme d'éclatement des priorités. Il n'y a plus cette attention ciblée sur une région ou une culture spécifique, même de la part du gouvernement – et cela ne s'améliorera pas avec la nouvelle administration.

Votre ouvrage plaide pour une intégration des libertés négative et positive. À quel moment ces deux conceptions ont-elles commencé à diverger aux États-Unis, et comment expliquer cette divergence ?

La liberté négative se définit comme la résistance à une contrainte extérieure : c'est la liberté que l'on acquiert lorsqu'on est opprimé et que l'on se rebelle, ou que l'on est emprisonné et que l'on s'évade. Elle est évidemment essentielle, mais elle ne peut être comprise sans la liberté

positive. Cette dernière repose sur l'idée que ce qui rend l'oppression ou l'emprisonnement inacceptables, c'est qu'ils s'exercent sur un être humain doté de certaines capacités et d'un potentiel à réaliser : ce n'est pas le fil barbelé en lui-même qui est un problème, mais le fait qu'il entrave un individu. Mais, justement, couper ce fil ne suffit pas : il reste à déterminer ce qui est nécessaire pour faire de cette personne un être réellement libre.

Et dans ce cas, l'absence d'oppression ne suffit pas pour définir la liberté. Il faut un engagement moral en faveur de la liberté, mais aussi la création concrète et politique des conditions permettant aux individus de devenir des êtres libres. Autrement dit, la liberté négative est une composante de la liberté positive, mais seulement une partie de celle-ci.

D'un point de vue

philosophique ou psychologique, défendre la liberté négative revient à ne jamais se poser la question de ce que l'on défend, mais uniquement de ce à quoi l'on s'oppose. Sur le plan politique, cela se traduit souvent par une hostilité envers l'État, perçu comme la source principale de l'oppression. On en vient alors à penser que réduire la taille de l'État accroît la liberté – ce qui est une erreur. La question n'est pas celle de la quantité, mais de la qualité : l'État contribue-t-il ou non à rendre les individus plus libres ? Il peut, certes, le faire en s'abstenant de les opprimer, mais aussi en leur fournissant des biens et services qu'ils ne peuvent obtenir par eux-mêmes, comme l'éducation, les infrastructures ou l'accès aux soins. Ainsi, ne considérer que la liberté négative conduit à une forme d'irresponsabilité

morale, car on évite la question essentielle de l'identité et des valeurs que l'on défend. Politiquement, cela mène souvent à un affaiblissement excessif de l'État, qui le rend dysfonctionnel. Une fois qu'il est délégitimé, c'est la cohésion sociale elle-même qui est menacée, ouvrant la voie à des inégalités extrêmes et à une polarisation politique destructrice.

L'absence d'oppression ne suffit pas pour définir la liberté. Il faut un engagement moral en faveur de la liberté, mais aussi la création concrète et politique des conditions permettant aux individus de devenir des êtres libres.

|

TIMOTHY SNYDER

Cette divergence entre

libertés négative et positive

libertés négative et positive
trouve ses racines dans
notre histoire politique.
Dans le monde anglo-
américain, nous sommes
les héritiers d'une tradition
britannique impériale de la
liberté, qui présente le
défaut commun à toutes les
traditions impériales : elle
tend à occulter les
structures de pouvoir qui
permettent à certains d'être
libres. Dans les récits
britanniques du XIXe
siècle, la liberté est souvent
dépeinte comme un idéal
élégant et noble, où
l'individu, dans sa dignité,
est laissé en paix par l'État
pour mener sa vie. Ce que
ces récits ne questionnent
pas, c'est comment cet
individu – souvent un
gentleman britannique –
est devenu propriétaire,
s'est enrichi et a acquis la
capacité de philosopher sur
la liberté. La réponse tient à
la possession de terres, au
contrôle du travail d'autrui
et à la domination sur
d'autres pays.

De manière analogue. aux

États-Unis, la conception négative de la liberté découle largement de l'histoire de l'esclavage. Un propriétaire de plantation, possédant des esclaves et prospérant grâce à ce système, percevait naturellement sa propre condition comme une forme de liberté. Il ne considérait pas la situation des esclaves, ni celle des femmes ou des autres exclus du système. Il se contentait de se définir lui-même comme un homme libre.

Ce sont ces traditions historiques qui ont ancré la conception de la liberté négative dans les mentalités. Ceux qui la défendent occultent les conditions historiques et sociales qui l'ont rendue possible. Ce qui nous ramène à deux questions essentielles : comment crée-t-on un individu libre, et comment y parvenir sans opprimer autrui ? C'est,

selon moi, le point de départ d'une discussion sérieuse sur la liberté.

La liberté négative fonctionne bien dans un contexte impérial. Elle a prospéré dans l'Antiquité grecque et romaine, tout comme aux États-Unis dans un contexte esclavagiste. Et même après la disparition des empires et l'abolition de l'esclavage, cette conception s'est maintenue. Aux États-Unis en particulier, l'histoire joue un rôle clef. Si vous êtes propriétaire d'esclaves, la seule entité capable de mettre fin à votre pouvoir est l'État : il est donc naturel que vous le définissiez comme un ennemi et la liberté comme l'absence d'État puisqu'il était le seul à pouvoir affranchir vos esclaves. Cette vision a persisté après l'abolition de l'esclavage.

Une erreur majeure a été commise dans les années 1980 et 1990, aux États-Unis comme au Royaume-Uni :

on a interprété la chute du communisme comme la preuve que la liberté négative avait toujours été la meilleure conception. C'est, à mon sens, une incompréhension totale. Le communisme, en réalité, n'a pas grand-chose à voir avec la distinction entre liberté positive et négative. Mais il est intéressant de voir que, dans les années 1980, l'État-providence américain s'est affaibli, et qu'il a continué à décliner dans les années 1990. Pendant ce temps, au Canada et en Europe, cette dynamique a été beaucoup moins marquée.

On a interprété la chute du communisme comme la preuve que la liberté négative avait toujours été la meilleure conception. C'est, à mon sens, une incompréhension totale.

|

TIMOTHY SNYDER

Cela dit, l'Europe commet une autre erreur : elle ne traite pas ces questions en termes de liberté. J'affirme, pour ma part, que les infrastructures, l'éducation ou la santé sont essentielles à la liberté, car elles permettent aux individus de devenir des êtres autonomes, imprévisibles, capables d'exercer pleinement leur libre arbitre. Mais en France, en Allemagne ou en Europe continentale en général, ces enjeux sont plutôt abordés sous l'angle de la solidarité, de la justice ou de l'égalité. Je ne conteste pas cette approche, mais je pense qu'elle repose sur un malentendu conceptuel : elle ne reconnaît pas ces éléments comme des composantes de la liberté elle-même.

Il n'y a donc pas eu, à proprement parler, de divergence fondamentale entre les traditions européennes et anglo

européennes et anglo-saxonnes. Il existe une forte tradition anglo-américaine de la liberté, mais fondée sur une conception erronée. Et, en parallèle, l'Europe met en place des pratiques qui garantissent la liberté, sans toutefois les désigner comme telles.

La distinction proposée par Edith Stein entre *Leib* et *Körper* constitue l'un des passages clés dans *De la liberté*. En quoi l'accent mis sur le corps vécu permet-il de contrecarrer les effets déshumanisants de la culture numérique sur l'engagement civique ?

Le monde de la liberté négative repose sur un modèle issu de la physique classique. C'est un cadre conceptuel séduisant car il est simple et élégant. Dans cette perspective, l'individu est assimilé à un objet physique prévisible : ses intérêts sont quantifiables,

ses desirs mesurables, et sa liberté se définit par l'absence de contraintes extérieures. On peut le représenter comme une boule de billard : il est contraint par les obstacles qu'il rencontre et libéré dès lors que l'on supprime ces entraves. Cette conception est attractive car elle est à la fois compréhensible et intuitive.

Mais ce qu'elle ignore, c'est précisément ce qui nous rend humains. Nos intérêts ne sont pas déterminés par une rationalité abstraite ; ils sont façonnés par ce que nous valorisons dans le monde. Or ces valeurs ne sont pas quantifiables. Elles sont propres à chacun et nous rendent fondamentalement imprévisibles. C'est précisément pour cette raison que la liberté doit être pensée aussi en termes positifs : il ne s'agit pas seulement de lever des obstacles, mais de créer les conditions qui permettent aux individus de s'épanouir

aux individus de s'épanouir
et de devenir pleinement
eux-mêmes. La liberté ne
peut se limiter à un jeu de
forces mécaniques ; elle
suppose un
développement, un
épanouissement qui se
déploie dans le temps.

Le lien avec l'univers
mécanique est ici direct.
Dans un monde régi par
une logique purement
instrumentale, l'individu
est réduit à un module
interchangeable, intégré à
un réseau où il n'a rien
d'unique. L'idée sous-
jacente est qu'il ne possède
aucune singularité
essentielle, et que, dans la
mesure où il en a une, il
doit tendre vers la version
la plus probable – c'est-à-
dire la plus banale – de lui-
même. Comme le disait
Václav Havel, l'individu
devient ainsi une version
prévisible et
conventionnelle de lui-
même. Les réseaux sociaux
exacerbent cette tendance
en mettant en avant ce qui

est le moins intéressant en nous : notre âge, notre genre, nos revenus, quelques pulsions superficielles. À partir de ces éléments, ils fabriquent une caricature de nous-mêmes, à laquelle nos cliques finissent par nous conformer.

La liberté ne peut se limiter à un jeu de forces mécaniques ; elle suppose un développement, un épanouissement qui se déploie dans le temps.

|

TIMOTHY SNYDER

Progressivement, nous devenons ainsi plus prévisibles, donc plus manipulables. Et c'est là tout l'enjeu : plus nous sommes prévisibles, plus il est facile de nous cibler par la publicité, de diriger nos comportements de consommation, et

d'influencer nos décisions.
C'est pourquoi j'évite
d'employer le mot
technologie pour parler des
réseaux sociaux. Une
technologie, par définition,
est un outil qui nous
permet d'agir, qui accroît
nos capacités humaines.
Mais si un dispositif nous
affaiblit, nous rend moins
aptés, moins humains, alors
ce n'est plus une
technologie au sens propre,
mais autre chose.

Comment contrer cette dynamique ?

Ceux qui prônent une
vision mécaniste du monde
ont déjà pris le contrôle du
discours sur la liberté. Il est
donc essentiel de redéfinir
celle-ci dans une
perspective plus riche, qui
intègre l'humain, les
valeurs, la vie et même la
mort.

Pour cela, il faut agir

concrètement. Il est
impératif de créer des

espaces où les jeunes ne soient pas rivés aux écrans, et cela nécessite une action éducative ou politique. Un exemple clef est celui de l'usage des téléphones portables dans les écoles : nous devons libérer les enfants de cette emprise numérique et leur permettre de vivre pleinement leur enfance. À la maison, il devient de plus en plus difficile de soustraire les jeunes aux écrans, tant ceux-ci sont omniprésents. L'école doit donc devenir un espace préservé, où les enfants peuvent interagir directement avec d'autres êtres humains et apprendre comme de véritables êtres humains.

En tant que professeur, je mets ces principes en pratique depuis près de vingt ans. Depuis 2006, je n'autorise aucun ordinateur dans mes cours. Cette règle a eu des effets

profondément bénéfiques : mes étudiants apprennent

mieux et, surtout, ils retiennent davantage. L'un des grands problèmes des écrans est qu'ils modifient notre rapport à la mémoire. Lorsqu'un individu utilise un écran, son cerveau tend à externaliser l'information : il considère que, puisque celle-ci peut être retrouvée facilement sur un appareil, il n'a pas besoin de l'enregistrer lui-même. Cette illusion d'apprentissage est trompeuse : ce qui semble acquis sur le moment disparaît rapidement, parfois en quelques minutes, et presque certainement en quelques années.

Bref, si nous voulons restaurer une forme de civisme, nous devons commencer par restaurer une liberté à la fois physique et intellectuelle – une liberté incarnée dans un rapport direct au monde

et aux autres, et non sur une existence réduite à des

interactions virtuelles et prévisibles.

Ces dernières années, on a assisté à une étrange fusion techno-césariste, qui s'est nourrie des idées libertariennes. Il semble que le libertarianisme soit passé d'une défense absolue de la liberté négative à une négation même de la liberté, au point de transformer le sens de ce mot.

Comment expliquez-vous ce glissement, tant sur le plan philosophique que lexical ?

Si l'on se situe à gauche, au centre gauche, au centre, dans le mouvement écologiste ou même dans le camp conservateur traditionnel, il y a de quoi être préoccupé par cette évolution. Si l'on perd le mot « liberté », on perd aussi le concept. Et si l'on perd le concept, on perd la

chose même. Il ne s'agit donc pas seulement d'un simple malentendu, mais de la possibilité d'une perte majeure.

À mon sens, il existe des libertariens « innocents » – c'est-à-dire des personnes qui croient sincèrement que la seule menace pour la liberté est l'État, sans avoir poussé plus loin leur réflexion. J'en ai connu – certains sont ou étaient des amis. Mais il existe aussi des libertariens qui ne sont pas innocents, et ce, de deux manières.

D'abord, il y a ceux qui, à l'image d'Elon Musk, cherchent délibérément à démanteler l'État parce qu'ils perçoivent celui-ci comme un obstacle à leur propre richesse et à leur pouvoir. Ils ne se préoccupent absolument pas de savoir si l'État entrave ou non la liberté d'autrui. Ce qui les intéresse, c'est qu'il

constitue un frein à leurs propres ambitions. Leur

propres ambitions. Leur engagement libertarien est fondé sur un intérêt personnel direct. Ensuite, il y a les libertariens qui, au fil du temps, ont glissé d'une erreur intellectuelle relativement élégante vers une position où la liberté signifie en réalité l'opposition aux autres. Ce glissement est à la fois psychologiquement et philosophiquement explicable.

Lorsqu'on adopte une vision strictement négative de la liberté et que l'on considère que le seul problème est l'État, on ne se pose jamais la question fondamentale de son propre être. C'est là le cœur du problème : on ne peut être véritablement libre si l'on se définit uniquement par son opposition à l'État. Cette posture conduit à une attitude réflexe et stérile où l'on se contente de répéter, comme un algorithme

simpliste : « l'État est mauvais, l'État est mauvais,

l'État est mauvais ». Mais cela ne dit rien de positif sur soi-même. Cela n'offre aucune vision constructive de la liberté, aucun projet d'émancipation. Cela ne pose jamais la question essentielle : qu'est-ce qui me rend libre ? Comment cette liberté se manifeste-t-elle dans le monde ? Ces interrogations restent sans réponse, car elles sont systématiquement projetées à l'extérieur, sur un ennemi désigné.

On ne peut être véritablement libre si l'on se définit uniquement par son opposition à l'État.

|

TIMOTHY SNYDER

Il n'y a ainsi aucune responsabilité à assumer pour devenir un être libre, puisque toute l'action se résume à s'opposer à quelque chose. Dès lors, si

l'on ne conçoit pas la liberté
comme un processus de
développement,
d'épanouissement, de
dépassement de soi, on finit
inévitavelmente par se
limiter à une posture
purement réactionnaire. Ce
vide conceptuel entraîne
ensuite une dérive
inquiétante. Si l'on conçoit
la liberté comme une
simple opposition,
pourquoi la limiter à l'État ?
Pourquoi ne pas s'opposer
aussi aux migrants, aux
personnes de couleur, aux
femmes, ou à toute autre
minorité ? Dans les deux
cas, il s'agit d'une politique
du « eux contre nous ».
L'État est perçu comme une
menace, mais mon voisin
l'est aussi – car l'État le
subventionnerait, ou aurait
permis son arrivée dans
mon pays. Ce type de
discours glisse ainsi
facilement d'une critique
du pouvoir public vers une
hostilité à l'égard des
individus perçus comme
des Autres. Il existe donc

une véritable passerelle idéologique et politique entre le libertarianisme et le fascisme, et nous en sommes les témoins directs : le plus célèbre des libertariens américains vient, en effet, de reprendre à son compte des références à Hitler.

Avec la prolifération de la désinformation qui sape le débat public, quelles stratégies concrètes proposez-vous pour rétablir une base factuelle partagée, selon vous essentielle à la liberté ? Pensez-vous que l'histoire, en tant que discipline, puisse jouer un rôle dans ce processus ?

Nous sommes confrontés à une tentative concertée de remplacer la réalité fondée sur nos sens et notre mémoire par une réalité imposée par des récits façonnés par ceux qui ont le pouvoir de les diffuser.

Dans ce monde de désinformation, les règles habituelles – cohérence logique, intégrité de la mémoire – n’ont plus cours. Peu importe que ces choses ne soient pas vraies, ce qui compte, c’est que nous y croyions.

Prenons un exemple : l’idée que les États-Unis vont envahir Gaza et en expulser tous les habitants. C’est faux, cela n’arrivera pas. Pourtant, cette idée s’inscrit dans un imaginaire qui est martelé chaque jour. De même, l’affirmation selon laquelle Donald Trump aurait remporté l’élection de 2020 est factuellement fausse. Mais ce mensonge n’est pas une simple contre-vérité : il est un élément d’un cadre narratif plus vaste que Trump veut imposer à ses partisans.

À cela s’ajoutent les algorithmes qui ne fonctionnent pas selon un principe de vérité, mais

selon ce que nous voulons entendre. Or ce que nous voulons entendre est souvent ce qu'il y a de plus prévisible, et parfois de pire en nous. En nous laissant aspirer par ces récits construits sur mesure, nous perdons notre autonomie. Nous croyons suivre notre propre chemin, alors que nous nous laissons guider par des histoires que d'autres ont fabriquées pour nous.

La première chose à faire pour contrer cette dynamique est de réaffirmer une idée qui, aujourd'hui, peut sembler naïve : croire en la vérité. Je le dis souvent devant de larges publics, et je constate toujours une certaine perplexité. Après des décennies de *French Theory*, affirmer que la vérité existe peut sembler presque enfantin. Pourtant, abandonner cette idée, même en admettant que la vérité est une construction humaine, revient à se livrer

aux manipulateurs
d'émotions. Et ce faisant,
on alimente une
dynamique proprement
fasciste, où l'émotion
l'emporte sur la raison et
où l'impulsion remplace
l'action réfléchie.

Il faut donc d'abord
affirmer que certaines
choses sont vraies et
d'autres ne le sont pas.
Ensuite, il faut produire des
faits. Nous avons assisté à
un double processus :
d'abord, l'érosion de la
« factualité » dans l'espace
public, puis la disparition
de repères factuels qui
permettent d'interrompre
le flot des discours imposés.
Les faits jouent le même
rôle que des pavés sur une
route accidentée : ils nous
forcent à ralentir, à prêter
attention à notre
environnement.

**Le plus célèbre des
libertariens américains vient
de reprendre à son compte**

des références à Hitler.

TIMOTHY SNYDER

Or les faits ne surgissent pas spontanément. Ils nécessitent un immense travail de production et de vérification. Ceux qui les détruisent le savent très bien, ce qui explique leur méfiance envers la presse et la science. Supprimer ces sources de factualité, c'est supprimer cette « friction utile » qui nous permet de voir la réalité telle qu'elle est. Si nous voulons préserver la démocratie et garantir la liberté, nous devons donc recréer des faits en permanence. Cela passe par le soutien au journalisme, qui doit être traité comme une profession honorable et rémunérée à sa juste valeur. Cela concerne également la recherche scientifique et, bien sûr, l'éducation.

C'est ici que l'histoire joue un rôle central. Apprendre

un rôle central. Apprendre l'histoire, c'est apprendre à être un arbitre du factuel. Contrairement à une vision simpliste, l'histoire ne consiste pas à lire un document et à le prendre pour vérité. La méthode historique est un processus de reconstruction rigoureux, qui nous permet de découvrir une vérité en croisant des sources, en analysant les intentions et en reconstituant un récit plausible. C'est ce que l'intelligence artificielle ne peut pas faire : elle se contente de juxtaposer des affirmations opposées et de conclure que « la vérité se trouve sans doute au milieu » – ce qui est absurde et profondément réducteur.

L'histoire nous apprend également à distinguer ce qui est possible de ce qui ne l'est pas. Le discours libertarien et celui des géants technologiques reposent sur une promesse fallacieuse : « tout est

possible ». C'est faux. Tout n'est pas possible, ne serait-ce que parce que certaines choses sont contradictoires. Et lorsqu'on se rend compte que ces promesses étaient illusoires – qu'on ne vivra pas éternellement, que notre bien-être ne s'améliore pas – on nous sert un nouveau discours : « rien d'autre n'était possible ».

Nous sommes aujourd'hui dans cette phase : celle de l'absence d'alternative. Le moment actuel rappelle l'Union soviétique sous Brejnev : on nous promettait une grande révolution technologique. À la fin, les gens se retrouvaient isolés, vivant dans de petits appartements mornes. Mais on leur répète que la révolution a bel et bien eu lieu et qu'ils vivent dans le meilleur des mondes possibles. L'histoire permet de briser ce récit. Elle nous montre que certaines choses sont possibles. que

le changement est envisageable. Dire que « tout est possible » est une illusion. Dire que « rien n'est possible » est un piège. Mais affirmer que certaines choses sont possibles, en s'appuyant sur le passé pour éclairer l'avenir, est un acte profondément libérateur.

Le moment actuel rappelle l'Union soviétique sous Brejnev : on nous promettait une grande révolution technologique. À la fin, les gens se retrouvaient isolés, vivant dans de petits appartements mornes.

|
TIMOTHY SNYDER

En tant qu'historien de l'Europe du milieu du XXe siècle, les événements actuels vous amènent-ils à reconsidérer ou à mieux

comprendre certains aspects de la période sur laquelle vous travaillez ? Y a-t-il des processus ou des dynamiques que vous repensez à la lumière du présent ?

Il y a une interaction dans les deux sens : les exemples du passé aident à éclairer le présent, mais l'actualité peut aussi affiner notre compréhension des dynamiques historiques. Je tiens cependant à ne pas trop les confondre. Cela dit, je suis frappé par certaines similitudes entre les milliardaires de la Silicon Valley et les bolcheviks les plus radicalisés.

Ce qui me frappe particulièrement, c'est cette croyance quasi messianique qu'il existerait un moment de rupture absolue où l'on pourrait échapper aux contraintes du temps et des structures existantes, et repartir à zéro. Cette posture de fanatique exalté m'aide à mieux

comprendre la mentalité révolutionnaire des bolcheviks, d'autant qu'il existe un parallèle de fond : dans les deux cas, on observe un déterminisme technologique, une foi aveugle dans l'idée que le progrès technique peut, à lui seul, garantir la liberté.

Chez les bolcheviks, la technologie salvatrice était la production de masse. Ils pensaient qu'en industrialisant comme les Américains, en produisant à grande échelle, ils pourraient abolir la propriété privée et rendre les individus égaux. Chez les leaders des *Big Tech*, l'illusion repose sur la vitesse et la puissance du numérique : grâce aux transistors et à l'informatique, nous pourrions créer un monde alternatif où chacun serait libre. Mais dans les deux cas, il s'agit d'une

dépendance intellectuelle

excessive a une
transformation
technologique, perçue
comme une solution
magique.

Au fond, ce que ces deux
idéologies partagent, c'est
une conception purement
négative de la liberté. L'idée
est de nous libérer – de la
propriété privée pour les
bolcheviks, du monde
physique pour les
technophiles – sans réelle
vision de ce qui advient
ensuite. L'une des failles
majeures du bolchevisme,
selon moi, réside
précisément dans ce vide
conceptuel : une fois la
propriété privée
supprimée, que se passe-t-
il ? Il ne suffit pas de
décréter que tous seront
égaux ; cela ne correspond
pas à la nature humaine. De
la même manière, pour
certains patrons de la tech
– je pense ici aux Musk et
autres techno-césaristes –,
l'émancipation numérique
suppose que nous nous
détachions du monde

physique. Or une fois cette transition opérée, il s'avère que nous ne sommes pas libres, mais réduits à des consommateurs passifs, uniformisés et vulnérables, prêts à leur céder notre argent et notre attention.

Autour de Trump, ceux qui tiennent réellement le pouvoir forment une nouvelle oligarchie, une sorte de Politburo invisible, dont les membres ne sont pas censés être identifiés comme tels.

|

TIMOTHY SNYDER

Un autre parallèle troublant réside dans l'idée du « dépérissement de l'État ». La révolution bolchevique promettait un État transitoire, dirigé par une avant-garde, qui s'évanouirait une fois le communisme pleinement réalisé. Or, en pratique,

lorsque l'Etat s'effondre, il est toujours remplacé par autre chose : en l'occurrence, par un comité restreint de dirigeants, le Politburo, qui centralise tous les pouvoirs. C'est précisément ce que nous observons aujourd'hui. Aux États-Unis, l'État est en train d'être affaibli de manière délibérée. Mais ceux qui tiennent réellement le pouvoir forment une nouvelle oligarchie, une sorte de Politburo invisible, dont les membres ne sont pas censés être identifiés comme tels.

Il ne s'agit pas d'une disparition du pouvoir, mais de son déplacement vers un cercle encore plus restreint et opaque.

Depuis la victoire de Donald Trump, le Parti démocrate semble désorienté, voire démuné. Pensez-vous qu'il ait les ressources

**nécessaires pour
s'appropriier pleinement
la cause de la liberté
telle que vous la
définissez ?**

Il faut d'abord préciser que l'opposition ne se résume pas au Parti démocrate. D'autres institutions peuvent jouer un rôle crucial pour résister au trumpisme, comme les syndicats – bien qu'ils soient aujourd'hui bien plus faibles qu'ils ne devraient l'être.

Il me semble aussi essentiel de distinguer deux périodes : novembre 2024 et le printemps 2025. Ce sont, à mes yeux, deux moments historiques très différents. En 2024, l'enjeu pour les démocrates était de gagner afin d'empêcher une catastrophe, mais faire campagne pour éviter un désastre n'est pas la même chose qu'organiser l'opposition. Par ailleurs, bien que ce ne soit pas une opinion très répandue, je

ne suis pas convaincu que leur campagne ait été si mauvaise. Certes, il y aurait eu des ajustements à faire, mais ils affrontaient des obstacles considérables : le fait d'être sortants qui, en 2024, a joué systématiquement contre tous les candidats en place, et un environnement médiatique fortement biaisé en faveur de la droite. Malgré cela, ils ont obtenu un résultat très serré, Trump n'ayant même pas dépassé la barre des 50 %.

Le printemps 2025 ouvre une tout autre séquence. Je ne pense pas que l'essentiel soit de revenir encore et encore sur les raisons de la défaite. Ce qui compte, c'est que la situation a radicalement changé : l'ampleur du danger que représentent Musk et Trump crée de nouvelles opportunités politiques qui n'existaient pas auparavant. Désormais, Trump n'est plus un candidat s'annonçant

plus un candidat s'opposant
au système : il est le
système et il tente de le
démanteler. Cette
dynamique crée des lignes
d'attaque inédites. Il est
possible d'exploiter
l'inquiétude collective face
à l'effondrement des
institutions, face à la
fragilité d'un État affaibli,
face à une Amérique qui,
loin d'avoir retrouvé sa
grandeur, devient la risée
du monde. Il y a aussi des
préoccupations plus
immédiates : personne
n'aime voir des avions
tomber du ciel ou constater
l'effondrement des
infrastructures essentielles.

La vraie question est donc
la suivante : les démocrates
et d'autres acteurs
politiques seront-ils
capables de s'adapter à
cette nouvelle situation ?
Paradoxalement, c'est une
période prometteuse pour
eux : ils peuvent attaquer
tous azimuts. Qui a élu Elon
Musk ? Pourquoi exerce-t-il
un pouvoir si démesuré

alors qu'il est massivement
impopulaire ? Pourquoi
détruit-il des éléments
fondamentaux de la vie
quotidienne alors que les
citoyens y tiennent ?

Désormais, Trump n'est plus
un candidat s'opposant au
système : il est le système et il
tente de le démanteler.

|

TIMOTHY SNYDER

Cela étant dit, je pense qu'il
ne suffit pas de se contenter
d'une opposition réactive. Il
faut proposer une
alternative positive. Et pour
moi, cette alternative passe
par une véritable
réappropriation du concept
de liberté. Si *De la liberté* est
un ouvrage philosophique,
il a néanmoins des
implications politiques : la
liberté peut être le socle qui
fédère des idées issues de la
gauche traditionnelle, du
conservatisme modéré et

du libéralisme, pour bâtir un projet institutionnel ambitieux et cohérent.

Il ne s'agit pas simplement de reprendre la notion de liberté comme un slogan tactique – ce que les démocrates ont tenté de faire. Il faut la redéfinir en profondeur, lui redonner toute sa richesse conceptuelle. Cela permettrait, par exemple, d'articuler dans un même discours l'idée qu'il est inacceptable que la technologie asservisse nos vies et que l'accès universel à l'assurance santé est une véritable libération. La liberté doit redevenir une notion englobante, un principe structurant capable de porter un projet de société.

Études ...

L'architecture du développement à l'ère Trump : pour un tournant géopolitique de la solidarité européenne



En un peu moins d'un mois, l'administration Trump a détruit l'un des outils les plus

Études ...

Élections allemandes : qui sont les grands donateurs de la campagne ? 10 points sur les 23 millions d'euros versés aux partis politiques



Dans une campagne électorale éclair, à une semaine

Archive...

Changement de régime : le discours intégral de J.D. Vance à Munich



À Munich, cet après-midi, le vice-président des États-Unis n'a pas vraiment parlé de sécurité — et n'a évoqué l'Ukraine, Poutine

Perspec...

MEGA : à Madrid, le spectacle de la « Reconquista » des droites de l'Amérique à l'Europe



Dans le sillage de Trump, les Patriotes pour l'Europe veulent mettre en scène une insurrection, qui doit aboutir à

entrepris
es clefs :
d'où
viennent
et où
sont allés
les 23
millions
d'euros
de
l'élection
allemande ?

En 10
points
clefs et 8
graphiques,
nous
proposons
une
cartographie
des
grandes
tendances
avant le
scrutin.

de
Donald
Trump
pour le
continent
: un
changement
de
régime.

Nous
traduisons
et
commentons
ce
discours
que tous
les
Européens
devraient
lire.

À SUIVRE

Perspectives sur l'actualité • [Pc](#)

La



chance de l'Europe pour déjouer la vassalisation de l'Ukraine



Poutine et Trump voudraient vassaliser l'Ukraine sans les Européens.

Mais l'Union détient encore l'une des cartes les plus fortes de la table des négociations.

Si elle tarde trop à la jouer, elle pourrait perdre la partie.

Lee Buchheit, l'une des sommités mondiales sur la question des dettes souveraines, formule une proposition simple et claire pour éviter de laisser les

LE GRAND CONTINENT

À propos

Accueil

Offre

RÉGIONS

Afriques

Subsahariennes

Amériques

Asie

Intermédiaire

Asie

Orientale

Asie

septentrionale

Bulles

Centres

Europe

Méditerranée

Monde

Nordiques

THÈMES

Anthropologie

Arts

Démographie

Doctrines de la

Chine de Xi

Jinping

Données qui

changent la

donne

Droit

Économie

Élections

Énergie et

environnement

Genre

Guerre

Histoire

In Memoriam

Livres

Numérique

Politique

Religion

Santé publique

Science

Sécurité

Sport

Suds

Urbanisme

FORMATS

Pièces de
doctrines

Brèves

Perspectives
sur l'actualité

Études

Entretiens

Archives et
discours

Comptes-
rendus

Histoire en
images



Publié par Groupe
d'Études
Géopolitiques.
© 2025 GEG. Tous
droits réservés.



Informations
légales
Conditions
générales
de vente

Contact Le
Grand
Continent